

Coordination Eau Ile-de-France - Rapport d'activités 2014



Au premier semestre 2014, l'activité de la Coordination Eau Île-de-France a été marquée par les élections municipales et par les élections européennes. Ces deux moments politiques ont été l'occasion de porter l'eau et ses enjeux dans le débat public. L'association a assumé pleinement sa vocation à coordonner et à apporter son soutien et son expertise à l'échelle régionale et locale. Et grâce à la naissance encore fragile mais amorcée depuis fin 2013 d'une Coordination Eau Bien Commun France, cette vocation a aussi trouvé un écho à l'échelon national. Notre association s'inscrit dans un mouvement en faveur de la gestion publique qui se poursuit en Île-de-France et s'organise de plus en plus en France.

Après la finalisation du kit citoyen, l'eau, enjeu des municipales 2014, dont nous avons coordonné l'élaboration, nous avons également tenu un rôle central dans sa diffusion et l'animation ou l'intervention lors de réunions publiques et permis aux candidats de se positionner en faveur d'une gestion publique de l'eau. Nous avons pleinement rempli ce rôle à l'échelle régionale, et d'autres coordinations et associations rencontrées à Grenoble en décembre 2013 ont utilisé le kit, animé dans le même esprit des réunions où nous sommes aussi occasionnellement intervenus.

La mise en débat de la politique européenne de l'eau s'est organisée au moyen d'une audition publique régionale, en partenariat avec l'Institut européen de recherche sur la politique de l'eau (IERPE), qui a connu un vif succès. L'initiative a été reproduite en Rhône-Alpes.

Au deuxième semestre, deux axes nouveaux sont apparus comme de puissants moteurs de mobilisation et d'action : la mise en oeuvre du droit à l'eau pour tous et notamment l'application de la loi Brottes qui rend illégales les coupures d'eau pour impayés; les préparatifs de la COP 21 sur la thématique eau et climat au sein de divers mouvements et collectifs.

La campagne contre les coupures d'eau illégales a permis une véritable percée en terme de visibilité et d'efficacité de notre association.

Toutes ces dynamiques ont permis de nous ancrer localement avec des actions proches des citoyens et de faire retentir nos actions au plan institutionnel et médiatique. La dimension de coordination avec de nombreux partenaires institutionnels comme associatifs, en sort sensiblement renforcée.

Les capacités d'éducation populaire et d'expertise publique et citoyenne, de notre association sont montées en puissance tout au long de cette année ; beaucoup d'actions relèvent d'ailleurs des deux!

Côté expertise publique et citoyenne, le kit pour les élections municipales, les auditions publiques régionales, les réunions et enquêtes sur les factures d'eau, la campagne sur les coupures d'eau, les actions juridiques sont autant d'outils pour améliorer les processus démocratiques en jeu dans la politique de l'eau.

Côté sensibilisation et éducation populaire, l'information et la communication sont les outils clés de cette démarche militante, où la Coordination s'insère naturellement en tant que pôle de ressources, d'expertise et de soutien : organisation d'ateliers, de débats, d'expositions participatives, de rencontres collaboratives, publication de brochures d'information, d'un annuaire des associations et des collectifs pour l'eau en Île-de-France, newsletter hebdomadaire, site Internet...

Vie de l'association

Réunions du Conseil d'administration :

30 janvier, 9 avril, 2 mai (sur eau et climat, factures et coupures d'eau), 3 juin, 25 septembre (Eau et climat, campagne sur les coupures d'eau, premières réflexions sur le devenir de la compétence eau en Île-de-France avec le Grand Paris, point finances), 16 octobre (point finances, création d'Eau Bien Commun France)

Samedi 8 mars, Paris, **Assemblée Générale de la Coordination Eau Ile-de-France** sur la péniche Alternat.

27 personnes étaient présentes, 15 étaient représentées

Le rapport moral d'orientation, présenté par le directeur, Jean-Claude Oliva, a fait le point des actions engagées et des perspectives à venir pour sensibiliser, informer, renforcer la coordination, l'élargir et développer son action tant sur le territoire francilien qu'au niveau national et européen. Présentation des actions prévues en 2014.

Le rapport financier a été présenté par le trésorier, Michel Lamboley, avec des objectifs et des moyens à réunir pour permettre le développement de l'action.

Le rapport moral, le rapport financier, le bilan d'activité 2013 et les comptes de résultats 2013 ont été adoptés à l'unanimité (moins une voix, une personne ne participant pas aux votes).

L'assemblée générale a procédé, à l'unanimité, à la désignation du CA et du bureau de l'association : Daniel HOFNUNG, co-président; Edith FELIX, co-présidente; Joël JOSSO, secrétaire; Michel LAMBOLEY, trésorier; Jean-Claude Oliva, directeur.

Et les autres membres du CA : Salah Anouar, Marie Chaumet, René Durand, Pascal Grandjeat, Françoise Gigleux, Marie-Isabelle Heck, Léo Landau, Martine Le Bec, Maurice Martin, Romain Ménage, Stefania Molinari, Marc-André Relave, Jean-Claude Vaché, Julie Zarka.

27 janvier : réunion au Conseil régional sur le financement des associations

17 janvier : journée travail plan d'action 2014, équipe salariée + bureau

La Coordination Eau Île-de-France fait partie de la Coordination Eau bien commun France, de l'Association Recherche Collectivités dans le domaine de l'EAU (ARCEAU), de la Fédération des oeuvres laïques (FOL93), de la Coalition Climat 21, de la Convergence nationale pour la défense et le développement des services publics, du Mouvement européen pour l'eau (European water movement)...

Droit à l'eau

Les coupures d'eau pour impayés sont illégales

Rendre effectif le droit à l'eau partout, en France comme dans le monde, est le nouvel horizon des activistes de l'eau bien commun. La campagne contre les coupures d'eau, menée par la Coordination Eau Île-de-France en partenariat avec la Fondation France Libertés et relayée par de nombreuses associations locales, est exemplaire. Elle connaît une médiatisation sans précédent pour les deux organisations. Elle permet de toucher un large public, bien au-delà des réseaux militants habituels. Elle obtient des résultats importants avec le rétablissement de l'eau dans de nombreux cas et la condamnation des distributeurs d'eau par les tribunaux. Cela redonne confiance en l'action collective.

19 décembre, le tribunal de grande instance d'Amiens ordonne le rétablissement immédiat de l'eau pour Arnaud sous astreinte de 100€/ jour. La Question prioritaire de constitutionnalité, soulevée par la Saur, est renvoyée en cassation.

25 novembre, la Noréade, une grande régie publique du Nord de la France, est condamnée à 5501€ d'amende. Suite à cette décision très médiatisée, la régie décide d'un moratoire sur les coupures d'eau.

Impression de flyers pour la collecte de témoignages.

6 novembre, audience du tribunal de grande instance d'Amiens contre la Saur, pour Arnaud privé d'eau depuis 18 mois.

10 Octobre, assignation de Veolia au Tribunal Administratif de Bourges. Le jugement rendu le 12 novembre condamne Veolia à 9620€ d'amendes.

A partir de septembre, la fréquentation du site de la Coordination passe d'environ 3000 visites par mois à environ 8000 visites par mois.

La condamnation est largement relayée par la presse, ce qui a permis d'augmenter le nombre de témoignages recueillis.

Décision en septembre de porter au tribunal un premier cas (référé d'urgence au tribunal de Soissons). Le jugement est rendu le 25 septembre et condamne la Lyonnaise des Eaux à 8650 euros d'amendes.

A partir de Juillet : Suite aux nombreux appels, mise en place en partenariat avec France Libertés d'un formulaire de collecte de témoignages : au 31 décembre, 288 témoignages ont été recueillis sur le site de la Coordination et 94 sur le site de la Fondation France Libertés. Mise en place d'un mode d'emploi pour aider les "sans eau". Suivi et rétablissement de l'eau dans de nombreux cas.

Mars à juin : Appels de plus en plus nombreux de personnes dont l'eau est coupée pour impayé. Accompagnement de ces personnes auprès des distributeurs pour rétablir l'eau.

Mars : Publication sur notre site Internet d'un article d'Henri Smets (ADEDE) sur la loi Brottes et la nouvelle interdiction des coupures d'eau pour impayés dans une résidence principale.

Le dossier de presse actualisé de cette action est en ligne ici:

[http://v.calameo.com/index.htm?langid=fr&bkcode=0040677558a72645615dc&trackersource=c
alameo&language=fr](http://v.calameo.com/index.htm?langid=fr&bkcode=0040677558a72645615dc&trackersource=c
alameo&language=fr)

L'accès à l'assainissement et à l'eau potable eau pour tous à Saint Denis

Le droit à l'eau potable et à l'assainissement pour tous est reconnu depuis quelques années dans le principe par l'ONU et par la France. Dans les pays développés, l'enfouissement de l'eau et son accès de plus en plus privé semblent avoir réglé tous les problèmes d'accès. Mais cela obéit à une logique où l'eau est une simple commodité et non un besoin fondamental. Réintroduire l'eau dans l'espace de la ville, dans une démarche de réflexion par rapport aux besoins de tous les usagers, redonnerait leurs droits au confort et à l'hygiène aux plus démunis tout en apportant de la convivialité à la ville.

Aujourd'hui, 2 millions de personnes n'ont pas un accès satisfaisant à l'eau potable ou à l'assainissement en France. Ces chiffres recouvrent différents degrés de difficultés, les personnes dépourvues d'accès à l'eau et à l'assainissement du fait de leurs conditions de logement difficiles ou de leur absence de logement étant les plus durement touchées.

Alors qu'il existe un manque évident de connaissances et de tentatives d'amélioration concernant la problématique de l'accès à l'eau des précaires en France, la Coordination Eau Île-de-France a initié une enquête de terrain approfondie à Saint Denis, sur une population à la fois urbaine et dans la grande précarité, permettant de faire un diagnostic et des recommandations pour améliorer cet état de fait.

La ville de Saint-Denis a coopéré avec l'association permettant de faire une évaluation précise et "à échelle humaine" des besoins, des attentes des personnes en difficulté d'accès à l'eau et à l'assainissement, de l'organisation des différents services de la mairie pour répondre à ces besoins avec d'éventuels obstacles, et de détecter les points prioritaires d'action pour améliorer l'accès à l'eau de tous. L'étude, accompagnée de pistes d'amélioration, est destinée à servir aux décideurs de cette ville pour une mise en œuvre des recommandations, et dans un second temps aux autres municipalités qui souhaiteraient s'engager dans la même voie. L'étude a été menée par Marie Chaumet, accompagnée par des bénévoles de la Coordination Eau, qui a réalisé des entretiens auprès des usagers, des associations et du personnel de la municipalité.

Le rapport final comprenant sept propositions a été présenté aux élus et au personnel de la ville de Saint Denis et le l'agglomération Plaine commune, le 14 janvier.

Proposition de loi

Pour la mise en œuvre effective du **droit humain à l'eau potable** et à l'assainissement, la Coordination Eau Île-de-France a participé à une réflexion menée durant plusieurs mois avec une plate-forme regroupant de nombreuses associations et ONG humanitaires, caritatives, environnementales et coordonnée par la Fondation France Libertés. Il en résulte une proposition de loi instituant, dans le droit français, le droit à l'eau comme un droit fondamental des citoyens.

Cette proposition de loi, signée par plusieurs parlementaires dans une démarche trans-partis, a été déposée le 18 septembre 2013. Elle comprend quatre parties principales :

- 1- La reconnaissance du droit de l'homme à l'eau (Art 1).
- 2- La mise en œuvre par les collectivités territoriales d'équipements sanitaires pour les personnes les plus vulnérables non raccordées au réseau (Art 2).
- 3- La création et le financement d'une aide préventive pour l'eau pour les personnes en situation de précarité (Art 4 à 7)
- 4- Les modalités de suivi de la mise en œuvre du droit de l'eau (Art 8 à 9)

A consulter ici: <http://www.assemblee-nationale.fr/14/propositions/pion1375.asp>

Plusieurs réunions de suivis avec le rapporteur de la proposition de loi, Michel Lesage, ont eu lieu, le 15 janvier, le 6 février, etc.

Éducation populaire

Université populaire de l'eau et du développement durable (UPEDD)

La Coordination Eau Île-de-France assure la programmation et l'animation des séances de l'UPEDD pour le Conseil général du Val de Marne, en partenariat étroit avec le Festival de l'Oh!

Cette prestation est réalisée par Jean-Claude Oliva. L'UPEDD s'est interrogée au cours de cette saison sur le renouvellement protéiforme de l'éducation populaire qui intègre fortement des dimensions artistiques et qui retient l'attention. Elle a abordé aussi des sujets d'actualité contemporaine (Fukushima, le loup, le changement climatique).

Mardi 2 décembre, Créteil

RENCONTRE-DÉBAT : Changement climatique, l'urgence d'agir. Avec Gilles Lemaire, organisateur d'Alternatiba Île-de-France et Charleyne Lafond, chargée du plan climat énergie du Val de Marne.

Mardi 18 mars, Ivry-sur-Seine

RENCONTRE-DÉBAT : L'université du silence. Avec Maya Mikelsone commissaire d'expositions et coordinatrice de l'Université du silence, en collaboration avec le Centre d'Art Contemporain de Lettonie (LCCA)

Mardi 4 mars, Ivry-sur-Seine

ATELIER – DÉBAT : La cartographie participative. Avec : Ada Bazan, coordinatrice internationale du réseau Quartiers du monde ; Karine Varaldo, coordinatrice d'activités des Petits débrouillards d'Île-de-France ; Julie Zarka, chargée de projet de la Coordination Eau Île-de-France.

Mardi 11 février, Ivry-sur-Seine

RENCONTRE-DÉBAT : Récit, le Réseau des écoles de citoyens. Avec Samuel Bonvoisin, agronome, animateur du réseau.

Mardi 28 janvier, Ivry-sur-Seine

RENCONTRE-DÉBAT : Cohabiter avec le loup. Avec François Moutou, vétérinaire, membre de la Société Française pour l'Etude et la Protection des Mammifères.

14 janvier, Ivry-sur-Seine

RENCONTRE-DÉBAT : Le monde après Fukushima. Avec Michel Tibon-Cornillot, agrégé de philosophie et docteur d'Etat, Maître de conférences en anthropologie des techniques à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

“Écolo, c’est économe”

En 2013, avec le projet “Eau, ma parole !”, réalisé dans le cadre d’un partenariat avec Eau de Paris, a été réalisé un outil d’expression et d’information innovant, adapté à un public défavorisé, au sujet de la qualité de l’eau du robinet à Paris. En 2014, ce partenariat est renouvelé avec le projet “Écolo, c’est économe” qui a approfondi et ancré l’expérience, en développant une dominante environnementale dans le dialogue avec les habitants.

“Écolo, c’est économe !” est un atelier d’écologie populaire qui met à l’honneur les savoirs, les pratiques et le bon sens citoyen dans la gestion de l’eau au quotidien. Dans un quartier du 13e arrondissement sont organisés une série d’ateliers participatifs. Les témoignages des participant-e-s sont collectés pour créer ensemble des outils pédagogiques accessibles à tous, qui seront présentés lors d’un atelier exceptionnel ouvert à tous les Parisiens. Ces outils pédagogiques sont ensuite employés pour l’essaimage à Paris et en région parisienne.

Ce projet a été mené par Stéfania Molinari, avec l’appui d’Emma Saunders, en service civique dans l’association entre mars et septembre 2014.

Il a fait appel à de nombreux partenaires:

- Centre social CAF Toussarego : accueil et promotion du projet dans le quartier, co-animation des ateliers.
- Centre d’animation Oudiné : accueil et promotion du projet dans le quartier
- Association Femmes Initiatives : co-élabore les outils pédagogiques et facilite la participation de personnes ayant des difficultés avec l’expression en langue française.
- Péniche Petit Bain : accueil et promotion du projet dans le quartier et dans la ville
- Réseau Vivacités et association Starting Block : mettent à disposition leurs réseaux pour la promotion du projet et pour l’échange de pratiques dans le domaine de l’éducation au développement durable.

Le calendrier:

NOVEMBRE 2013 ET JUIN 2014 : promotion du projet

MARS AVRIL 2014 : ateliers participatifs avec les habitants du quartier Boutroux

MAI 2014: fabrication du kit pédagogique (web et brochure)

JUIN 2014: atelier final sur la péniche Petit bain

AVRIL - SEPTEMBRE 2014 : essaimage à Paris et en région parisienne

Les productions réalisées:

Le **livret de recettes “Écolo, c’est économe”** a été réalisé en collaboration avec l’association Femmes Initiatives, qui organise des cours d’alphabétisation dans le quartier.

6 séances de travail ont été organisées avec les élèves de l’association pour finaliser les textes, choisir les images et pour la mise en page.

La **boîte à bouteilles** est un outil ludique et pédagogique pour le jeune public, réalisé en collaboration avec l’association “Les machineuses” par les enfants qui ont participé aux ateliers. Chaque bouteille pose une question concernant son impact sur l’environnement.

Les publics

Le projet était basé dans le quartier de la cité Boutroux à Paris 13°, dont les habitants sont confrontés à des difficultés économiques et sociales, cumulant chômage, bas revenus et faible maîtrise de la langue française.

Dans le quartier, le projet a impliqué activement une cinquantaine d'habitants, "recrutés" parmi les usagers du centre social Toussarego, du centre d'animation Oudiné et les élèves de la classe d'alphabétisation de l'association femmes initiatives.

Pendant 4 mois, les expositions accrochées ont permis d'informer, d'interpeller et d'associer un grand nombre de voisins. 500 exemplaires du livret pédagogique "Écolo c'est économe" et de la brochure "Boire l'eau à Paris" ont été diffusés.

De plus, l'atelier final a permis à une trentaine de parisien-ne-s de participer au projet tout en favorisant la mixité sociale. Ce fût un grand succès en termes de participation : nous avons eu 3 fois plus d'inscrits que de places!

Le contenu des pages web du projet a été diffusé via notre newsletter et dans nos réseaux : il a été consulté par environ 700 visiteurs.

En région parisienne, environ 1400 personnes ont participé à nos ateliers "Écolo, c'est économe". 500 exemplaires du livret pédagogique "Écolo c'est économe" ont été diffusés.

Les objectifs atteints

Globalement, le projet a atteint son objectif d'associer les habitants et les acteurs du quartier ; nous avons réussi le pari de mobiliser leurs savoirs pour favoriser une gestion plus responsable et économe de la ressource en eau au quotidien :

- amélioration de la perception de la qualité de l'eau du robinet par rapport à la qualité de l'eau en bouteille; changement de comportement en faveur et la consommation d'eau du robinet pour la boisson;
- changement de comportement en faveur des éco-gestes économes;
- réduction de la facture d'eau et du coût des produits de ménage;
- amélioration de la compréhension des actions et du rôle de Eau de Paris et des acteurs qui gèrent l'eau potable.

Les habitants et partenaires souhaitent poursuivre le projet l'an prochain, participer à son élaboration s'y impliquer davantage, par exemple en hébergeant des ateliers à leur domicile, ou en organisant des sorties, etc.

Promotion du projet

Nous avons été invités à présenter ce projet dans le cadre de :

WEF – Week-end d'Echange et Formation sur le thème « Animer l'espace public » de l'association Starting Block (9 novembre 2013)

Groupe de travail "gouvernance et participation" de l'association ARCEAU (novembre 2013)

QSEC – Questions de Science, Enjeux de Société - Place à une participation citoyenne créative! de la fondation F93 (30 avril 2014)

Ateliers d'Art Activisme – spécial eau, du collectif Le triple A (14 juin 2014)

Un compte-rendu détaillé de cette action est disponible sur simple demande.

Eco-parlement des écoliers à Saint-Denis

Il s'agit d'ateliers de sensibilisation de 1h30, organisés dans 14 classes de cycle 3 (CE2, CM1, CM2) entre le 24 mars et le 8 avril 2014.

Deux semaines de travail préparatoire ont été nécessaires pour créer une méthodologie sur mesure et le jeu de "cartes à conter l'eau". Julie Morineau a mené à bien ce projet.

Au préalable, un lexique de l'eau est réalisé. Les enfants pouvaient choisir un mot du lexique ou un argument et devaient ensuite le personnifier. Une étape de valorisation, recherches individuelles et travail en petit groupe, permettait de choisir le meilleur visuel, la meilleure formulation, etc. Des panneaux lavables sont ensuite utilisés pour retranscrire le message, chaque panneau est signé du prénom de l'enfant et de sa classe. Des photos sont prises avec les enfants portant leur message; le visage de l'enfant apparaît par une ouverture dans le panneau. Ce rendu permet de personnaliser les paroles d'eau en leur donnant un visage.

Deux albums thématiques regroupant au total plus de 130 photos d'enfants ont été réalisés.

Cartes à conter l'eau

Conçu sur le modèle des cartes de Propp et du jeu « Contons les cartes » de Franco Passatore, ce jeu reprend les principes d'éducation populaire mettant à profit la créativité et l'imagination, en utilisant des mots du lexique de l'eau.

Le jeu consiste à inventer et à illustrer une histoire collective, en jouant les cartes qui jalonnent la narration d'éléments à intégrer, issus du monde de l'eau.

Le jeu est disponible dans le centre de documentation de notre site, selon une licence creative commons (pas d'utilisation commerciale)

<http://eau-iledefrance.fr/doc/cartes-a-conter-leau/>

Fête des Tulipes, Samedi 12 et dimanche 13 avril 2014 à Saint-Denis

Animations autour de l'eau à la cité des enfants (expositions, porteurs de parole, glob'radio) et restitution des travaux des écoliers sur l'eau.

Questions de Sciences, enjeux citoyens (Q Sec)

« Questions de sciences, enjeux Citoyens » est un dispositif sciences-société qui se traduit par la mise en place de parcours de réflexions, de débats et de rencontres entre des citoyens et des chercheurs pendant une année autour d'une thématique scientifique à fort impact sociétal. Cette initiative financée par la région Île-de-France, est organisée dans chaque département

par des associations (Fondation 93 en Seine Saint-Denis, Petits débrouillards Île-de-France dans le Val d'Oise, EPSCI à Paris, etc). En 2013-2014, le thème choisi était l'eau et donc ces associations ont fait appel à la Coordination Eau Île-de-France, soit pour des interventions ponctuelles (Paris, Bagnolet, Gonesse), soit pour créer et animer deux parcours à Montreuil, l'un sur le coût de l'eau et l'autre sur les outils d'engagement citoyen alternatif dans le domaine de l'eau.

Mercredi 4 juin : réunion de restitution au Conseil Régional

Participation de Julie Zarka, Edouard Sors, Michel Lamboley.

Mercredi 21 mai, Montreuil, Apéro-débat: Quelles collaborations entre chercheurs, politiques et opérationnels de l'eau dans la ville ?

Avec Mathilde Soyer et Jean-Claude Deutsch, de l'Association Recherche – Collectivités dans le domaine de l'eau (ARCEAU).

Samedi 17 mai, Atelier: Le théâtre forum : parler à tous de ce qui nous touche tous ?

Élaboration de scènes sur l'eau et discussions sur le théâtre forum / théâtre de l'opprimé comme outil de mobilisation.

Avec Emy Levy de NAJE, compagnie de théâtre de l'Opprimé

Samedi 10 mai, SORTIE à Bagnolet: Visite du jardin Autour du Chêne.

Quelle est la place de l'eau dans la ville ? Comment penser l'eau, son écoulement et son utilisation d'une façon écologique ?

Avec Edouard Sors, architecte-urbaniste spécialiste de l'eau et du design participatif

Samedi 10 mai, ATELIER-DÉBAT: En pratique, l'eau dans la ville par soi-même ?

Quelle installation de récupérateur d'eau dans l'espace urbain? Quelles méthodes pour impliquer les habitants autour d'un jardin ?

Avec Gabriel Bonnefille, Pied à Terre, pratique de réalisation collective d'espaces partagés

Mercredi 30 avril, Montreuil, APERO-DEBAT: L'art-activisme : outil d'interpellation

Comment l'art activisme dans l'espace public peut-il interpeler des décideurs ? Comment partager ces pratiques avec un public de non-convaincus ?

Avec Cha Ricordeau, Compagnie Empartance, animatrice en éducation populaire et art activiste.

Mardi 22 avril, Montreuil: Prix de l'eau et surfacturation.

Comment est établi le prix de l'eau en France? Comment vérifier que ma facture est calculée au "juste prix", comment contester une facture abusive et se protéger du risque de coupure d'eau pour impayés ?

Avec Emmanuel Poilane, directeur de la Fondation France Libertés et Corinne Rinaldo, Confédération Nationale du Logement (CNL).

Mercredi 16 avril, Montreuil : Gestion de l'eau dans l'immeuble.

Comment sont gérés les charges locatives et les compteurs dans l'immeuble? Quel est le rôle du syndic et des bailleurs ? Quels sont mes droits ?

Avec Renaud Dhont, chargé de projet "énergie et rénovation" de l'ARC, Association des Responsables de Copropriété.

Lundi 7 avril - Montreuil: Prix de l'eau et croissance économique.

Le prix de l'eau ne cesse d'augmenter : est-ce que la diminution de la consommation, la protection de la ressource et l'accès à l'eau pour tous sont compatibles avec la croissance du PIB ? Quelle est la situation en Seine-Saint-Denis ?

Avec Vincent Glenn, membre du Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesses et Jean-Claude Oliva.

Samedi 29 mars : Eau, télérelève et santé - Rencontre débat avec l'association Robin des toits.

Mercredi 22 janvier, Montreuil: "Nouveaux compteurs, pour qui et pourquoi?"

Avec Bernard Barraqué, directeur de recherches au CNRS.

Ces activités ont été animées par Stefania Molinari, Julie Zarka et Emma Sanders.

Interventions ponctuelles:

7 mai : Jean-Claude Oliva à l'ESPCI à Paris; 11 mars : Jean-Claude Oliva à la résidence la Butte aux Pinçons à Bagnolet; 6 mars : Julie Zarka dans un centre social de Gonesse (95); 13 février : Stefania Molinari dans un lycée professionnel du 94.

Factures à Montreuil

La Coordination Eau Île-de-France a accueilli Emma Saunders en service civique de mars à septembre 2014 pour mener une action auprès des habitants de Montreuil.

Suite au parcours Q Sec portant sur cette thématique, elle a mené une recherche à Montreuil auprès des habitants pour connaître les problèmes qu'ils rencontraient avec leurs factures et les charges de leurs habitat collectifs : surfacturation, mauvaises estimations, etc.

Dans ce cadre, Emma a mené des enquêtes auprès des habitants de la cité Bel Air à Montreuil.

Plusieurs entretiens ont été menés avec les responsables de la CNL, au sein de l'administration de l'OPH et avec des élus de Montreuil.

16 octobre : Réunion à la mairie de Montreuil avec Serge Ferretti sur la **conception d'ateliers pour les habitants sur les factures d'eau.**

Vague citoyenne

Documentaire réalisé par François Guieu

Vague Citoyenne est comme l'eau. Tombe du ciel, coule, s'infiltré et surtout gonfle comme les flots. L'eau est à qui ? Aux multinationales, aux gouvernements, aux financiers, aux politiques ou tout simplement... à nous ? Des femmes et des hommes, en une déferlante citoyenne, réclament leur simple droit vital. L'eau. En France. Berceau des marchands mondiaux de ce bien commun. Face à la voix unique de l'argent, d'autres voix s'élèvent. Des collectifs, des associations, des élus, des spécialistes ou de simples citoyens agissent pour que l'eau soit reconnue comme un bien commun de l'humanité. Ce film retrace 6 années de ces mouvements.

La Coordination Eau Île-de-France a soutenu toutes les étapes de la réalisation de ce documentaire qui donne largement à voir ses activités.

Expertise publique et citoyenne

L'eau, enjeu des municipales

La coordination Eau Île-de-France est à l'origine d'une campagne commune "l'eau, enjeu des municipales", menée avec associations engagées en faveur de l'eau bien commun et du droit humain à l'eau. A travers cette initiative, il s'agissait d'ouvrir dans chaque ville et agglomération le débat sur la gestion de l'eau et de l'assainissement.

L'eau, c'est la vie. Assurer son approvisionnement et la collecte des eaux usées est à la base de l'organisation de toute cité. C'est pourquoi la gestion de l'eau intéresse directement le citoyen et constitue un enjeu démocratique essentiel.

Et en France, la gestion de l'eau et de l'assainissement relève de la compétence des communes et des intercommunalités. Aussi la campagne en vue des élections municipales et communautaires de mars 2014 a été le bon moment pour ouvrir et mener ce débat.

Concrètement, deux outils ont été fournis à toutes les associations et aux citoyens, pour s'adresser aux élus sortants et aux candidats pour mener avec eux ce débat de fond:

- un kit pédagogique avec nos grandes propositions communes et, pour chacune d'elle, une fiche synthétique avec les principaux arguments et des ressources (livres et web) pour aller plus loin. Le kit citoyen comprend quinze grandes propositions, réparties en trois rubriques : démocratiser la gestion de l'eau; irriguer la ville et le monde; préserver la ressource. Il est disponible ici: <http://wp.me/P47b4r-p>
- le site Internet <http://coordination-eau.fr/> qui constitue une plate-forme d'échanges entre les associations et qui regroupe les interpellations plus circonstanciées des associations au niveau local ; après les élections municipales, le site a continué à informer sur les luttes locales pour la gestion publique, sur la campagne contre les coupures d'eau ainsi que sur la préparation de la COP 21.

La Coordination Eau Île-de-France a joué un rôle essentiel dans l'élaboration et la mise en place de ces deux outils puis leur animation et leur utilisation dans notre région.

Parmi les multiples initiatives dans le cadre des élections municipales:

Mardi 11 février : rencontre avec des étudiantes de master sciences politiques, sur la remunicipalisation de l'eau.

Mardi 4 février, au Kremlin-Bicêtre, l'eau, enjeux des municipales 2014, avec Jean-Luc Touly, responsable eau à France Libertés, conseiller régional et Michel Lamboley Coordination eau IDF et Attac93, à l'initiative de la Ligue des Droits de l'Homme.

Lundi 28 janvier : Réunion avec Ibrahim Dufriche-Soilihi, tête de liste à Montreuil.

Mardi 8 janvier : Rencontre publique à Orléans, avec Eau secours 45.

Audition publique régionale sur la politique européenne de l'eau

Pour les élections européennes du 25 mai 2014, la Coordination Eau Île-de-France a adopté une démarche analogue, visant à faire de l'eau un enjeu du débat politique. Cela s'est concrétisé sous la forme d'une audition publique au Conseil régional.

Lundi 12 mai, dans l'hémicycle du Conseil régional Île-de-France à Paris, l'audition publique régionale sur la politique européenne de l'eau, organisée par la Coordination Eau Île-de-France, avec Riccardo Petrella et la présence de plusieurs candidats aux élections européennes a connu un vif succès avec une centaine de participants. Les nombreuses personnalités associatives et politiques présentes ont mené, plusieurs heures durant, un débat sans concession. En particulier, sur la définition même de la construction européenne: "l'Europe est un marché" ou peut-elle se fonder sur les droits humains et le bien commun? Une initiative nécessaire pour donner sens et contenu à la politique européenne, dans le domaine de l'eau, au moment où chacun déplore par ailleurs le vide de la campagne électorale. Cette demi-journée a permis de mutualiser les connaissances, les critiques et les propositions et de renforcer l'expertise citoyenne et publique.

Animée par **Ruth Stégassy**, journaliste à France Culture, l'après-midi a vu notamment la participation de **Gabriel Amard**, eurocandidat (Front de Gauche); **Corinne Lepage**, eurodéputée (Europe citoyenne); **Jacques Perreux**, conseiller régional (EELV), **Jean-François Pellissier**, conseiller régional (Front de Gauche); **Anne Le Strat**, présidente d'Eau de Paris et d'Aqua Publica Europea; **Michel Lesage**, député (PS); **Serge Lepeltier**, Président de l'Académie de l'Eau et Ancien Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable (UMP PR); **Emmanuel Poilâne**, directeur de la Fondation Danielle Mitterrand France Libertés; **Nicolas Imbert**, directeur exécutif de Green Cross France et Territoires;...

L'enregistrement audio est disponible en ligne : <http://eau-iledefrance.fr/?p=4100>

Compte-rendu écrit: <http://eau-iledefrance.fr/doc/audition-publique-regionale-sur-leau-idf-2/>

Le 27 juin, Jean-Claude Oliva et Daniel Hofnung ont participé à une initiative similaire organisée par la Coordination Eau bien commun Rhône-Alpes à Annemasse.

Le prix de l'eau à GENNEVILLIERS

Un projet pilote a été mis en place, financé par la région Île-de-France, et mené conjointement par la Coordination Eau Île-de-France et par l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, via son master sur la gestion de l'eau, ouvert en septembre 2014. D'autres partenaires sont associés à ce projet, le collectif Eau claire de Seine, l'association Naturellement Nanterre, ATTAC 92 et Laurence Lenoir, adjointe au maire de Gennevilliers et membre du conseil syndical du Syndicat des eaux de la presqu'île de Gennevilliers (SEPG).

L'objectif est double puisqu'il s'agit de produire une expertise citoyenne sur des sujets liés à la gestion de l'eau, ainsi que de sensibiliser et de mobiliser les citoyens avec de nouveaux outils, en particulier la cartographie participative. Ce projet de cartographie participative pourra être développé ensuite au travers du projet de PICRI (Partenariat institutions-citoyens pour la recherche et l'innovation) "cartographie collaborative, expertise citoyenne, territoires de l'eau et territoires de compétence politiques en Île-de-France", également soutenu par la région Île-de-France.

Plusieurs réunions (jeudi 22 mai, jeudi 19 juin, jeudi 11 septembre) entre les acteurs du projet ont permis de faire le tour des différents problèmes liés à la gestion de l'eau à Gennevilliers. Parmi eux, on peut notamment évoquer la diversité des tarifs appliqués par les bailleurs, la méconnaissance des usagers des coûts et des tarifs de l'eau, surtout en logement collectif, et enfin le problème des impayés. A partir de ces constatations, trois pistes de recherche cartographique ont été identifiées : la cartographie des acteurs de la gestion de l'eau dans la zone du SEPG, la cartographie des litiges relatifs à l'eau, et la cartographie des tarifs appliqués.

Au regard de la complexité de la commande et du temps limité pour réaliser ce travail (quatre mois), il a été décidé de concentrer l'enquête sur deux quartiers de Gennevilliers, les Grésillons au sud, et le Village au centre. Par ailleurs, le choix du thème a porté sur l'analyse et la cartographie des tarifs de l'eau, ainsi que des acteurs qui participent à la gestion de cette dernière, ainsi que sur l'étude de l'information des usagers quant à la gestion de l'eau.

Travaux d'approche au projet pilote et au PICRI

3 juin : participation au séminaire, *Science and Engagement in Water Studies*, à l'Université Paris Ouest la Défense (Julie Zarka, Emma Saunders, Jean-Claude Oliva et Edith Félix)

Mardi 18 mars, Forest, Bruxelles, Réunion publique organisée par les EGEB de restitution du projet de solidarité de bassin versant à travers la cartographie collaborative map-it (Julie Zarka)

27 janvier : Réunion cartographie sociale/expertise publique et citoyenne, avec Petits Débrouillards et André Abreu, discussion sur le lancement d'un projet pilote (Philippe Fossat, Jean-Claude Oliva, Julie Zarka).

Colloque "qui gouverne quand personne ne gouverne?"

Colloque Arceau Île-de-France, 1er et 2 décembre à AgroParisTech.

La Coordination Eau Île-de-France est membre de l'Association Recherche Collectivités dans le domaine de l'EAU (ARCEAU) et collabore plus particulièrement au groupe de travail "gouvernance et participation" qui organisait ce colloque.

Communications de René Durand, "irruptions citoyennes dans la gestion de l'eau", et de Jean-Claude Oliva, "cela s'écrit eau, cela se lit démocratie"

Symposium de la table de l'eau berlinoise

"Das Menschenrecht auf Zugang zu sauberen Wasser und sanitärer Grundversorgung umsetzen !" organisé par le Berliner Wassertisch le 17 janvier à Berlin.

Participation de Marie-Isabelle Heck.

Eau et climat

La Coordination Eau Île-de-France fait partie de la coalition (nationale et internationale) Climat 21 en vue de la mobilisation de la société civile, elle s'est associée à la dynamique Alternatiba et prépare un atelier Eau et Climat dans le cadre de la seconde édition d'Eau, planète et peuples avec la Fondation France Libertés, le CRID, etc.

15 octobre réunion de préparation EPP2

12 octobre : animation du **groupe "Eau"** à la **4ème journée de co-élaboration d'Alternatiba IDF**

20-21 septembre / Gonesse (Val d'Oise) : **Festival Alternatiba**, village des alternatives, marche festive, débats, visites, marché paysan, concerts... Avec un débat sur l'eau animé par la Coordination (René Durand, Daniel Hofnung) et notre expo « Eau et climat »!

15 septembre réunion nationale coalition Climat 21 (Daniel Hofnung)

10 septembre réunion de préparation EPP2

24 août réunion internationale de la coalition Climat 21 à Montreuil (Daniel Hofnung, JC Oliva)

21 août atelier "cycle de l'eau et changement climatique", animé par Daniel Hofnung, avec Michal Kravcik, à l'université européenne des mouvements sociaux, organisée par ATTAC à Paris. Exposition Eau et climat, présentée à cette occasion.

9 juillet réunion de préparation EPP2

Lundi 7 juillet : Réunion de **coordination Alternatiba**, en vue de la préparation de Gonesse

28 et 29 juin : **Premier village EAU Alternatiba** à l'occasion du festival de l'Oh! - escale de Choisy-le-Roi (94) – Exposition Eau et climat, conférence de Daniel Hofnung, jeu de cartes à conter l'eau, ateliers...

Conception, édition et impression d'une exposition "Eau et climat : Rendre l'eau à la terre pour restaurer le climat"

Vendredi 30 mai : visite au festival Waterworld du Bellastock à Achères en prospection d'installations représentatives d'alternatives sur l'eau.

Lundi 26 mai, 19h30 : réunion de coordination Alternatiba (Julie Zarka) en vue de la préparation d'un village Eau Alternatiba au festival de l'Oh !

Actions et territoires

Convergence des services publics

La Coordination Eau Île-de-France est partie prenante de la Convergence nationale pour la défense et le développement des services publics. Elle a signé l'appel de Guéret en vue d'une nouvelle manifestation à Guéret et du lancement d'assises des services publics en juin 2015.

Vendredi 16 mai, Paris, rencontre-débat: Les services publics, alternatives à l'austérité et créateurs de richesses.

Les politiques d'austérité européennes comme nationales mettent en péril nos services publics. Un rendez-vous ouvert aux citoyens, associations, partis politiques et syndicats, pour réfléchir aux alternatives et créer dans tous les départements des collectifs de défense, de développement et de démocratisation des services publics, base nécessaire pour le lancement d'Assises pour la refondation des services publics.

Nombreuses réunions de préparation et de travail tout au long de l'année, notamment les 23 janvier, 4 et 12 février, etc.

Deuxième rencontre nationale Eau Bien Commun

Des citoyens et associations de toute la France se sont réunis les 13 et 14 septembre à Lyon, sur la Péniche du Val de Rhône à l'initiative de la Coordination Eau Ile-de-France, de la Coordination Eau Bien Commun Rhône-Alpes et la Coordination Eau Bien Commun PACA. Pour porter d'une seule voix, l'eau bien commun dans les différents débats et combats, il a été décidé de créer la Coordination Eau Bien Commun France.

Pour optimiser les actions à l'échelle nationale, mutualiser les compétences, augmenter la visibilité et l'efficacité du mouvement, une coordination nationale autour de l'eau bien commun est née le 14 septembre 2014 à l'issue de cette rencontre. L'objectif de cette Coordination est de défendre le droit humain à l'eau et à l'assainissement et de promouvoir la gestion publique, écologique et démocratique de l'eau bien commun.

Plus d'infos: <http://coordination-eau.fr/la-coordination-eau-bien-commun-france-est-nee/>

Tous en Seine

Jeudi 6 février, Paris, Conseil régional d'Île-de-France

restitution des ateliers 2013 dans les départements et échange autour des projets proposés, avec Jacques Perreux, conseiller régional Île-de-France.

SEPG (92)

Vendredi 7 février, Asnières (92), **CONFÉRENCE-DÉBAT : L'eau, un bien commun.**

Pour 10 communes de la boucle nord du 92, (Asnières , Colombes, Courbevoie, Gennevilliers, La Garenne-Colombes, Nanterre , Rueil-Malmaison, Suresnes, Villeneuve la Garenne) la gestion est faite actuellement par le Syndicat des Eaux de la Presqu'île de Gennevilliers (SEPG), avec une délégation à d'Eau et Force, filiale de La Lyonnaise des Eaux. Ce contrat vient à échéance le 30 juin 2015. Pourtant dès le 29 mai 2013, le SEPG a décidé la reconduction de la délégation. Rencontre organisée par ATTAC avec Jean-Claude Oliva.

Tout au long de l'année, suivi du dossier juridique sur le recours déposé le 20 novembre 2013 contre la décision du SEPG de renouveler la DSP (Léo Landau).

Est Ensemble (93)

Est Ensemble demande à participer à l'expérimentation prévue par la loi Brottes sur la tarification sociale de l'eau et souhaite engager une étude à ce sujet; la Coordination Eau Île-de-France se prononce en faveur de cette démarche à la CCSPL.

Nombreux cas de coupures d'eau portés à la connaissance des élus de l'agglomération; le 16 décembre, le Président d'Est Ensemble envoie un courrier à M. Santini demandant un moratoire sur les coupures d'eau et un débat au sein du SEDIF.

Mardi 8 septembre : AG de rentrée sur Est Ensemble à CVE à Montreuil.

Après les élections municipales, la Coordination Eau Île-de-France est reconduite à la CCSPL d'Est Ensemble.

20 janvier : réunion Est Ensemble, avec les jeunes du collectif S-EAU-S Île-de-France

Pollution de la Marne à Annet-sur-Marne (77)

La pollution à l'éthylène glycol en amont de l'usine de potabilisation d'Annet-sur-Marne est emblématique des combats que nous devons mener pour la défense de l'environnement.

Dans cette affaire, des citoyens et les associations qui les représentent se trouvent face à d'énormes machines économiques et se confrontent à des difficultés d'accès à l'information, à une législation non adaptée à l'usage (et au rejet) de composés chimiques relativement récents, ainsi qu'à toute une série d'arrangements ou de négligences qui permettent à des pollutions liées à l'activité humaine de mettre en danger les écosystèmes et la santé humaine.

9 juin, communiqué de presse sur cette action et les nouvelles perspectives

21 mai, jugement au Tribunal Administratif de Melun

Réalisation d'un dossier synthétique sur la pollution de la Marne par l'éthylène glycol et publication au mois de mai sur le site de la Coordination et sur le site Reporterre.

En ligne ici: <http://eau-iledefrance.fr/doc/dossier-glycol/>

Lettre aux maires et aux dirigeants syndicaux

Et aussi...

Dimanche 21 septembre à Montreuil, **Festival la Voie est libre!**

La Coordination participe chaque année au plus grand écofestival d'Île-de-France: il s'agissait cette fois de fabriquer des produits de ménage et de beauté écologiques et économes !

Samedi 6 septembre : Exposition "la démocratie au fil de l'eau" au forum des associations des Mureaux (78).

23 août : réunion semestrielle de l'European Water Movement à Ivry-sur-Seine (Daniel Hofnung- Marie Isabelle Heck- Jean-Claude Oliva)

5 mars, rencontre débat dans le cadre du Bellastock, festival d'architecture expérimentale : « l'eau ressource », avec Edouard Sors, architecte-urbaniste, membre de la coordination

1er février : réunion semestrielle de l'European Water Movement à Bruxelles (Daniel Hofnung - Marie Isabelle Heck)